

ASSEMBLÉE NATIONALE

15 octobre 2020

PLFSS POUR 2021 - (N° 3397)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 844

présenté par

M. Dharréville, M. Nilor, M. Bruneel, M. Brotherson, Mme Buffet, M. Chassaing, M. Dufrègne,
Mme Faucillon, M. Jumel, Mme Kéclard-Mondésir, Mme Lebon, M. Lecoq, M. Peu,
M. Fabien Roussel, M. Serville et M. Wulfranc

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 18, insérer l'article suivant:**

L'article L. 241-2-1 du code de la sécurité sociale est complété par sept alinéas ainsi rédigés :

« La réduction dont bénéficie chaque employeur peut être minorée en fonction :

« 1° Du nombre de fins de contrat de travail, à l'exclusion des démissions ;

« 2° De la nature du contrat de travail et de sa durée ;

« 3° De la politique d'investissement de l'entreprise ;

« 4° De l'impact de l'entreprise sur l'environnement ;

« 5° De la taille de l'entreprise ;

« Un décret précise les modalités de calcul de la minoration de la réduction du taux des cotisations d'assurance maladie. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

En 2020, le CICE transformé en allègement de cotisation patronale représente un coût de 22 milliards d'euros pour la Sécurité sociale, compensé par le budget de l'État. Initialement ce dispositif avait été instauré dans un contexte de crise économique avec des engagements moraux de

la part du patronat en termes de créations d'emplois. Après plusieurs années d'application, les résultats en termes d'emplois ne sont pas au rendez-vous.

Au regard des sommes engagées, il convient aujourd'hui d'exiger de réelles contreparties en termes d'embauches, de progression salariale ou d'investissement de la part des entreprises.

C'est pourquoi, le présent amendement de repli propose d'instaurer un malus sur l'allègement « CICE » de sorte que les entreprises qui ont des pratiques non vertueuses sur le plan environnemental, ou en matière d'emploi, de salaires, et d'investissement, verront leur allègement de cotisation patronale réduit.